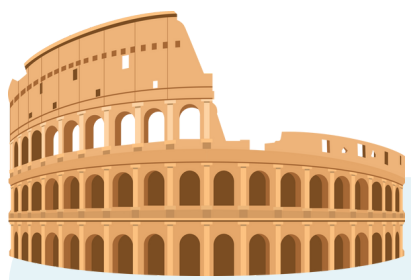




Histoire du droit

La période archaïque



Introduction sur la période archaïque à Rome



La période archaïque s'étend de 753 avant JC jusqu'au 2^e siècle avant JC. Dans la période de la Rome primitive, il y a eu deux régimes : une **monarchie** et une **République**.



Durant cette période, on va observer une **laïcisation du droit**. En effet, jusqu'au 5^e siècle avant JC, les règles sont considérées comme **dictées par les dieux** avec les « fas » (ce qui est permis/ordonner) et les « nefas » (ce qui est défendu).

Puis, après le 5^e siècle avant JC, on se retrouve avec d'une part le domaine religieux qui maintient la paix entre les dieux et les hommes et le domaine du droit qui maintient la paix entre les hommes eux-mêmes.

Ce sont les **pontifes** qui sont à l'origine de cette distinction entre droit et religion (jus et fas). Les pontifes sont des **prêtres membres du collège pontifical de la religion romaine**. Ce sont eux qui maîtrisent l'interprétation et l'application des règles de droit, ils contrôlent la procédure de l'action de la loi, rendent des consultations juridiques...



Les sources du droit dans la Rome archaïque



Dans cette période archaïque du droit romain, les sources sont de deux sortes :

- Les **coutumes**
- Les **lois royales** : lois attribuées aux rois légendaires de Rome, mais en pratique, elles résultent de nombreux usages anciens et de coutumes.



La fin de la période archaïque est marquée par la création de la **loi des XII tables**. L'objectif premier de ces textes est de rendre le droit accessible à tous afin d'éviter l'arbitraire. Rédigées par une commission spéciale de praticiens du droit dès 451 av JC, ces 12 tables contiennent la rédaction de coutumes anciennes qui traitent des règles de procédure civile, puis du droit applicable à la famille et aux biens, des modes d'acquisition, de droit pénal, de droit civil, et de droit sacré.

Peu à peu de nouvelles sources du droit se sont développées dans la Rome antique :

- Les **lois** : on trouve les **lois demandées** (qui sont demandées par le peuple puis votées par les magistrats), les **lois données** (qui sont faites à l'initiative des magistrats) et les **plébiscites** (votées par l'assemblée de la Plèbe).
- La **jurisprudence** : c'est ce qu'on appelle actuellement la doctrine. Ce sont les réflexions des juristes de l'époque, à savoir les pontifes.



JurisLogic



Histoire du droit

La période archaïque



La "procédure civile" dans la Rome archaïque

Ces procédures se nommaient les **actions de la loi**. C'est une procédure très formaliste, les non-juristes ont en ce sens recours à des consultations pour sa mise en œuvre correcte.

La situation d'un justiciable est reconnue par le droit seulement s'il existe une procédure judiciaire pour la sanctionner.

L'action de la loi se déroule en deux phases :

- La **phase in jure** : le magistrat vérifie le formalisme de l'introduction de l'action puis il y a une discussion entre les parties
- La **phase apud judicem** : un juge, choisi par le magistrat, vérifie la véracité des faits.

1) La phase in jure

La phase in jure est une **audience publique** se tenant devant un magistrat. Le magistrat vient vérifier le formalisme de l'action de la loi puis il vient entendre les faits des parties.

Si une des parties avoue la faute, le magistrat peut donner la sentence et il n'y aura pas de deuxième phase.

En l'absence de conciliation des parties, le magistrat organise le procès qui va suivre, à savoir la seconde phase.

La phase in jure se termine toujours par la **litis contestatio**.



Dans la Rome antique, les **magistrats** sont des représentants élus par le peuple romain, qui prennent en charge l'administration des affaires communes et assurent le bon fonctionnement du gouvernement.



2) La phase apud judicem



Pour cette phase, le magistrat va choisir un **juge** parmi les sénateurs. Le juge viendra seulement apprécier les faits. Les parties vont donc devoir apporter des preuves, par tout moyen, afin de convaincre le juge.

Le juge rend le jugement et cette décision est insusceptible d'appel.



JurisLogic